



StreamWIDE

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 juin 2016**

SOMMAIRE

I.	Attestation du responsable.....	3
II.	Rapport d'activité semestriel.....	4
	1. Evénements importants survenus au premier semestre 2016	
	2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2016	
III.	Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2016.....	13
-	Comptes de résultat consolidé au 30 juin 2016, 30 juin 2015 et 31 décembre 2015	
-	Etats de la situation financière consolidée au 30 juin 2016 et 31 décembre 2015	
-	Etats du résultat global aux 30 juin 2016, 31 décembre 2015 et 30 juin 2015	
-	Variations des capitaux propres aux 30 juin 2016, 31 décembre 2015 et 30 juin 2015	
-	Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2016, 31 décembre 2015 et 30 juin 2015	
	1. Informations sur la Société et le Groupe	
	2. Evénements significatifs de la période	
	3. Présentation et base de préparation des états financiers	
	4. Principes, règles et méthodes comptables	
	5. Recours à des estimations	
	6. Périmètre de consolidation	
	7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
	8. Notes sur l'état de la situation financière	
	9. Autres informations	

STREAMWIDE

Société anonyme au capital de 302.975,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés du premier semestre 2016 figurant au chapitre III. du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe StreamWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II. du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre de l'exercice 2016.

Fait à Paris, le 28 octobre 2016

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 302.975,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

30 JUIN 2016

Lors de sa réunion en date du 16 septembre 2016, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du groupe StreamWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2016. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en IFRS, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2016

1.1 Evénements importants survenus au sein du Groupe

Diminution transitoire des revenus

Le secteur des télécommunications est toujours marqué par un relatif attentisme des opérateurs. Les mouvements de restructuration et les différentes tentatives de rapprochements, observées en France notamment, en sont la preuve. Dans ce contexte incertain, les décisions d'investissements dans les services souffrent toujours d'un certain immobilisme. Cependant, des éléments positifs réapparaissent, notamment en ce qui concerne les acteurs alternatifs, qui ont stratégiquement intérêt et besoin de se différencier en offrant de nouveaux services innovants à leurs abonnés.

Le Groupe enregistre quant à lui une légère diminution de ses revenus semestriels, tout en conservant une dynamique commerciale satisfaisante pour la fin de l'exercice.

L'évolution négative des revenus au premier semestre 2016 n'est que transitoire et devrait s'avérer temporaire au regard de l'année entière. Les perspectives de fin d'année sont satisfaisantes à date et devraient permettre au Groupe de renouer avec la croissance au titre de l'exercice, même si l'environnement sectoriel incite toujours à une certaine prudence.

Développements soutenus de la solution Team On The Run

La structure de coûts actuelle du Groupe lui permet de disposer des moyens nécessaires, humains et financiers, pour continuer les développements techniques et commerciaux de sa nouvelle solution "Team On The Run" (www.teamontherun.com). La solution est distribuée en mode SaaS mais aussi en mode installé sur le réseau privé du client, via une approche commerciale diversifiée.

Les fonctionnalités disponibles et proposées actuellement sous forme de 3 packs distincts ("business messaging", "business voice et "business geolocation"). Au-delà de cette approche générique, le Groupe se positionne dans plusieurs verticaux en proposant des fonctionnalités spécifiques à forte valeur ajoutée. La solution "Team On Mission", déclinaison de Team On The Run à destination des polices, armées et services d'urgence ("public safety") et axée sur des fonctionnalités de talkie-walkie virtuel et sécurisé dans des environnements critiques, permet de répondre efficacement aux enjeux sectoriels actuels et aux demandes de plus en plus nombreuses, civiles et militaires, privées et publiques. Les secteurs "utilities" et "transport" offrent également de belles opportunités.

Cette approche verticale sera conservée par le Groupe dans les prochains mois avec le développement de fonctionnalités innovantes et des possibilités accrues d'automatisation de process. Toutes les entreprises bénéficieront alors d'une solution "tout-en-un" à forte valeur ajoutée, axée sur leur cœur de métier, tout en profitant des technologies et des pratiques actuelles de communication professionnelle.

1.2 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2016

Evolution des revenus

La répartition géographique des revenus reste stable par rapport au premier semestre 2015 (France/Export autour de 20/80). Les ventes significatives de licences réalisées antérieurement en France n'étant pas récurrentes, les revenus issus du marché national restent à leur niveau minimal. La répartition des revenus est ainsi conforme à l'exposition internationale du Groupe.

L'évolution du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2016 (-0,5 M€) provient principalement de celle négative des revenus de licences (-1,5 M€), compensée en partie par l'augmentation de toutes les autres lignes de revenus (maintenance, services et ventes tierces) à hauteur de 1 M€ en cumulé.

L'effet de base favorable au premier semestre 2015 concernant les licences devient défavorable au premier semestre 2016. Cependant, il est à noter que le client américain très actif depuis 2014, continue à commander régulièrement des extensions de capacité, liées à sa croissance organique. De nouvelles licences ont également été vendues au nouveau client européen depuis l'année dernière, mais dans des proportions moindres que les ventes initiales réalisées en 2015.

La diminution des revenus de licences est donc plus conjoncturelle que structurelle, et de nouvelles ventes significatives pourraient être constatées au second semestre de l'exercice.

Même si la récurrence des maintenances peut parfois être remise en cause par certains clients (ce qui illustre la complexité actuelle du secteur), les revenus de maintenance continuent de progresser au premier semestre de l'exercice (+21%), essentiellement sous l'effet des augmentations de volumes traités constatées aux Etats-Unis et de la mise en production de nouvelles plateformes.

Les services progressent de 0,1 M€ sur la période, suite à des missions et interventions engagées depuis plusieurs mois et qui ont pris fin au cours du semestre. Enfin, les ventes tierces enregistrent une vente significative et spécifique de matériels informatiques pour le compte du nouveau client européen.

Evolution des commandes

Les revenus attendus au second semestre 2016 devraient permettre de renouer avec la croissance sur l'ensemble de l'exercice. Si le Groupe se veut prudent dans un contexte économique instable, des opportunités importantes et avancées pourraient cependant être concrétisées à court terme, notamment en France et aux Etats-Unis. L'activité historique du Groupe, stabilisée depuis quelques mois, pourrait donc à nouveau bénéficier de la qualité et de la performance des solutions proposées par le Groupe et permettre à sa part de marché d'augmenter à nouveau.

Evolution des résultats

La diminution des revenus constatée au premier semestre 2016 (-0,5 M€) impacte directement le résultat opérationnel courant (-0,4 M€). Cependant, hors achats tiers de marchandises qui progressent de 0,3 M€ sur la période, les coûts opérationnels ressortent à 4,2 M€ et sont en diminution de 0,4 M€ sur la période. Cette diminution s'explique essentiellement par le contrôle efficace de la masse salariale du Groupe. Cette tendance devrait se confirmer au second semestre de l'exercice.

Le résultat opérationnel avant amortissements (équivalent à l'ebitda) diminue donc de 0,4 M€ sur la période, dans les mêmes proportions que les revenus, la diminution des coûts opérationnels étant compensée par l'augmentation des achats de marchandises, pour le compte notamment d'un client européen. Le résultat opérationnel courant, après prise en compte des amortissements (stables à 1,6 M€), est donc lui aussi en diminution de 0,4 M€ sur la période et ressort à -0,7 M€.

Après prise en compte d'un résultat financier négatif de -0,1 M€ suite à des effets de change défavorables au premier semestre 2016 (parité €/USD) et d'un produit fiscal de +0,5 M€ (impôts différés actifs), le résultat net ressort négatif à -0,4 M€, en diminution de 0,5 M€ par rapport au premier semestre 2015.

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2016

2.1 Présentation des comptes consolidés

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2016 sont les suivantes :

en K€	30-juin-16	30-juin-15	2015	Variation (K€)
Chiffre d'Affaires Licences	1 122	2 638	4 486	-1 516
Chiffre d'Affaires Maintenance	1 882	1 560	3 440	322
Chiffre d'Affaires Services	316	167	627	149
Chiffre d'Affaires Ventes tierces	643	52	78	591
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	3 963	4 417	8 631	-454
Achats et variation de stocks	-521	-189	-268	-332
Charges externes	-1 305	-1 288	-2 623	-17
Charges de personnel	-1 561	-1 909	-3 582	348
Autres charges et produits (yc amts)	-1 292	-1 375	-2 603	83
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-716	-344	-445	-372
Autres charges opérationnelles	-33	-3	-207	-30
Charges / Produits financiers	-139	316	394	-455
Produits d'impôts	459	150	318	309
RESULTAT NET	-429	119	60	-548

La diminution des revenus s'explique essentiellement par celle des licences, en diminution marqué de (1.516) K€, alors que toutes les autres natures de revenus augmentent sur la période.

L'effet de base favorable au premier semestre 2015 concernant les licences devient défavorable au premier semestre 2016. Par nature non récurrentes, le ventes de licences peuvent créer de fortes variations d'un semestre à l'autre. Cette évolution négative au premier semestre 2016 pourrait être plus que compensée par des ventes importantes de licences au second semestre, notamment en France.

Les achats tiers augmentent de 332 K€. Ces achats tiers ne représentent pas un coût structurel pour le Groupe mais proviennent uniquement de certains marchés où le Groupe assure un achat-vente de matériels ou de licences tiers pour le compte du client final. C'est le cas au cours du premier semestre 2016 où le Groupe a acquis, pour le compte d'un client européen, du matériel informatique afin de préparer l'architecture nécessaire au remplacement de ses systèmes actuels. La contrepartie se situe au niveau de revenus "ventes tierces", elles aussi en progression de 591 K€.

Les charges externes restent stables sur la période (+17 K€) et sont contrôlées de façon efficace par le Groupe. Les charges de sous-traitance sont limitées autant que faire se peut (-44 K€) alors que certaines commissions commerciales ont augmenté sur la période (+43 K€ envers des consultants non-salariés du Groupe).

Les charges de personnel sont nettes des frais de R&D activés au premier semestre 2016 (1.362 K€ contre 1.172 K€ au premier semestre 2015). Frais de R&D réintégrés, la masse salariale ressort à 2.923 K€ sur la période contre 3.081 K€ au titre du premier semestre 2015.

Cette diminution de 158 K€ s'explique essentiellement par la diminution du salaire moyen au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015 : les effectifs des filiales roumaines et tunisiennes ont progressé de 9 personnes dans leur ensemble alors que les effectifs français ont diminué de 2 personnes.

Les autres charges et produits se composent essentiellement des impôts et taxes et des amortissements. Leur variation (-83 K€) s'explique par :

- des amortissements "nets" en diminution de 106 K€ (amortissements des frais de développement en diminution de -114 K€ à 1.462 K€ au 30 juin 2016 et reprises de CIR en contrepartie en diminution de 7 K€ à 410 K€ au 30 juin 2016);
- des dotations aux provisions en augmentation de 28 K€, suite à l'évolution de l'actualisation des provisions pour indemnités retraites ;
- des impôts et taxes en diminution de 5 K€ sur la période.

Au 30 juin 2016, les autres charges opérationnelles (33 K€) n'enregistrent que certains coûts salariaux spécifiques liés à 2 départs au cours du second trimestre 2016.

Le résultat financier semestriel ressort déficitaire à (139) K€, en diminution significative de (455) K€ par rapport au premier semestre 2015, en raison de l'évolution du change €/\$ sur la période.

L'impôt au 30 juin 2016 est un produit de 459 K€ (contre un produit de 150 K€ au 30 juin 2015), suite à l'évolution constatée des résultats semestriels et aux effets fiscaux différés qui en découlent. Le détail et les évolutions entre les différentes périodes présentées sont les suivants :

en M€	S1 2016	S1 2015	2015	Variations
Impôts différés passifs sur activation R&D	-0,1	-0,2	0,2	0,1
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,4	-	0,2	0,4
<i>dont filiales françaises</i>	<i>0,4</i>		<i>0,2</i>	<i>0,4</i>
<i>dont filiale américaine</i>	<i>-</i>		<i>-</i>	<i>-</i>
Impôts courants	-	-	-0,1	-
Total produit d'impôts	0,5	0,2	0,3	0,3

Le résultat opérationnel courant enregistre donc une diminution de (372) K€, suite à la baisse constatée des revenus. Après prise en compte du résultat financier négatif (139 K€) et du produit fiscal de 459 K€ (dont 475 K€ d'imposition différé active), le résultat net au 30 juin 2016 est une perte de (429) K€, contre un profit de 119 K€ au premier semestre 2015.

La situation financière au 30 juin 2016 est la suivante :

En K€	30-juin-16	31-déc-15	30-juin-16	31-déc-15	
Immobilisations incorporelles	6 581	6 641	303	303	Capital
Immobilisations corporelles	313	345	13 807	13 776	Primes et Réserves
Autres actifs financiers	366	332	-93	-118	Titres auto détenus
Actifs d'impôt différé	383	263	-429	60	Résultat net part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	7 643	7 581	13 588	14 021	CAPITAUX PROPRES
			1 742	1 787	Passifs financiers
			154	129	Provisions à long terme
Créances clients	3 699	4 234	1 155	1 188	Produits fiscaux différés
Autres débiteurs	648	747	-	349	Passifs d'impôts différés
			3 051	3 453	PASSIFS NON COURANTS
Actifs d'impôts exigibles					
Autres actifs fiscaux	1 168	804	155	201	Passifs financiers
			3	-	Provisions à court terme
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 845	7 957	703	909	Fournisseurs et autres créateurs
			942	998	Dettes fiscales et sociales
			578	594	Produits fiscaux différés
			1 983	1 147	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	13 360	13 742	4 364	3 849	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	21 003	21 323	21 003	21 323	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2016 est de 21.003 K€. La variation de (320) K€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 1.398 K€ en valeur brute. Après prise en compte des amortissements de 1.462 K€ sur la période, l'impact net est donc négatif de (64) K€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement ressort à 6.332 K€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2016 ;
- *Diminution du poste clients (-535 K€)* : cette variation s'explique essentiellement par celle des revenus constatée sur la période. Aucun retard ni risque significatif d'encaissement n'est identifié au 30 juin 2016 ;
- *Augmentation des autres actifs fiscaux (+364 K€)* : ce poste regroupe les créances au titre des Crédits d'Impôts Recherche non encore remboursées par l'Etat français. La variation correspond à la provision effectuée au titre du premier semestre 2016 (361 K€). La créance au titre de 2015, déjà comptabilisée fin 2015 pour 771 K€, n'a toujours pas été remboursée au 30 juin 2016 ;
- *Quasi stabilité de la trésorerie (-112 K€)* : cette variation s'explique par les flux nets de financement (92 K€ d'intérêts financiers versés sur la période), car les flux d'investissements (-1.574 K€, dont 1.398 K€ de frais de développement) sont financés par les flux opérationnels (1.554 K€), malgré des résultats de période en diminution.

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres (-433 K€) suite au résultat net semestriel du Groupe ;*
- *Diminution des dettes financières (-91 K€) suite aux paiements des intérêts et aux remboursements de période ;*
- *Diminution des passifs d'impôts différés (-349 K€) : cette variation doit s'analyser en intégrant également celle des actifs d'impôts différés (+120 K€). La variation globale est donc une augmentation des actifs d'impôt différé de 469 K€. Cette augmentation s'explique essentiellement par les résultats fiscaux négatifs de période (-1.335 K€) générant un actif d'impôt différé de 445 K€ et par le retraitement des frais de développement générant un actif supplémentaire de 21 K€.*

Au 30 juin 2016, la position nette du Groupe est donc un actif d'impôt différé de 383 K€. Cette situation s'explique essentiellement par un montant cumulé de reports déficitaires (7.002 K€ pour les sociétés françaises et 616 K€ pour la filiale américaine, bases d'impôts différés actifs) supérieur au montant net des frais de développement (6.332 K€, bases d'impôts différés passifs).

- *Diminution des dettes fournisseurs (-206 K€) et diminution des dettes fiscales et sociales (-56 K€), suite à la diminution des dettes sociales au titre du second trimestre 2016 et aux départs constatés sur la période. Ces dettes sociales ont été réglées en juillet 2016 ;*
- *Stabilité des produits fiscaux différés courants et non courants : ces produits fiscaux correspondent aux crédits d'impôts recherche. Ils sont repris en résultat au même titre que les amortissements pratiqués sur les frais de développement. Les reprises de période étant quasi stables (410 K€) et les montants de crédit d'impôt recherche provisionnés également (361 K€), le solde net reste stable.*
- *Augmentation des produits constatés d'avance (+836 K€) suite à des décalages de facturation, notamment en ce qui concerne les maintenances. Ces dernières étant pour la plupart facturées annuellement, des régularisations sont nécessaires à la clôture semestrielle. Cet effet est non applicable en clôture annuelle, ce qui explique la variation constatée au 30 juin 2016 par rapport au 31 décembre 2015 (pour rappel, les produits constatés d'avance étaient de 1.730 K€ au 30 juin 2015).*

Les flux de trésorerie de la période sont détaillés ci-dessous :

	S1 2016	S1 2015	2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 554	1 710	2 075
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1 574	-1 427	-2 049
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-92	-75	-162
Variation de trésorerie	-112	208	-136

Les flux de trésorerie opérationnels sont positifs de 1.554 K€ suite notamment à (i) un résultat déficitaire de période de -429 K€, (ii) une CAF positive avant impôts de 807 K€, (iii) une CAF après impôts positive de 378 K€ et (iv) une variation de BFR de 1.176 K€ sur la période.

Les flux d'investissements enregistrent principalement les frais et dépenses de développement (1.515 K€) et les acquisitions d'immobilisations diverses (59 K€).

Les flux de financement, quant à eux, proviennent du paiement du principal et des intérêts des emprunts (emprunt bancaire HSBC et emprunt obligataires GIAC) pour un montant global de 92 K€ au titre du premier semestre 2016.

2.2 Evolutions prévisible et perspectives d'avenir

Structure équilibrée et développements continus

Si le premier semestre 2016 est marqué par un recul des revenus et des résultats, le second semestre reste bien orienté. Les revenus, notamment de licences, pourraient progresser de façon importante, impactant positivement la marge opérationnelle du Groupe et ses résultats annuels 2016. Si le point de passage au 30 juin 2016 reste négatif, l'exercice 2016 devrait, quant à lui, être positif, aussi bien en terme d'évolution des revenus que des résultats.

L'équilibre de son activité historique permet donc au Groupe d'appréhender positivement les prochains mois et les développements continus de la solution Team On The Run et de ses différentes déclinaisons sectorielles. Le développement et le déploiement des réseaux de communication mobile de nouvelle génération (LTE-4/5G) et des appareils intelligents (smartphones, tablettes, objets connectés...) ouvrent de nouvelles perspectives et opportunités importantes à court et moyen termes pour transformer les entreprises et les organisations.

Stratégie réaffirmée et nouveaux marchés à fort potentiel

Les développements importants de la solution "Team On The Run" déjà effectués (webchat, voix sur IP, talkie-walkie, channels, NFC, géolocalisation...) permettent d'adresser tout type d'organisation et de secteur, en proposant une solution "tout en un" avec toutes les fonctionnalités de communication instantanée standard nécessaires aux entreprises, tout en apportant des options spécifiques selon l'activité concernée.

Au-delà de cette approche générique, le Groupe se positionne aussi dans plusieurs verticaux en proposant des fonctionnalités sectorielles à forte valeur ajoutée ("hospitality", transport, maintenance, "utilities", "public safety"...), qui permettent d'appréhender les besoins de coordination et de sécurité de plus en plus précis et concrets au sein des entreprises et organisations. Là encore, plusieurs opportunités significatives s'offrent au Groupe, qui propose notamment avec "Team On Mission", une solution "MCPTT" (Mission Critical Push To Talk) performante, certifiée et saluée par de nombreux acteurs du secteur (sociétés, administrations, intégrateurs...), toutes zones géographiques confondues (USA, France, Asie).

Le Groupe développe également actuellement de nouvelles fonctionnalités supplémentaires ("My Business") pour digitaliser et automatiser les process internes de façon simple, flexible et totalement intégrée à "Team On The Run". Les technologies et supports actuels de communication professionnelle (PCs, Smartphones et Tablettes) sont ainsi utilisés et optimisés pour transformer les entreprises. Le management et toutes les équipes pourront alors enfin disposer d'une plateforme unique de "Business Process Communication", axée sur leur cœur de métier et offrant un large panel d'outils, d'options et de solutions innovantes pour coordonner et optimiser tous types d'activité.

3. Autres informations

3.1 Facteurs de risques

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphoniques, ce qui a été le cas notamment en 2013. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.
- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible. Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes auprès notamment de l'APP à Paris sont respectées au sein du Groupe.
- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés ci-après dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2016.

3.2 Evénements post clôture

Le contrôle Crédit d'Impôt Recherche initié par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MENESR), portant sur l'éligibilité des projets et dépenses déclarés au titre du Crédit Impôt Recherche 2014, s'est conclu par un premier rapport d'expertise défavorable transmis à la Société le 12 août 2016. 2 projets sur 3 n'ont pas été retenus comme éligibles alors même qu'ils le sont depuis 2011. Le Groupe a donc contesté ces premières conclusions, aussi bien sur le fond que sur la forme. Une demande de contre-expertise a été effectuée auprès des services fiscaux concernés. A la date d'établissement du présent rapport, aucune notification de rehaussement éventuel n'a été transmise au Groupe. Dans ce contexte, aucune écriture spécifique n'a été comptabilisée dans les comptes semestriels 2016 et les règles et méthodes comptables antérieures ont continué à être appliquées, sans modification par rapport aux précédentes clôtures, semestrielles ou annuelles.

Aucun autre évènement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié, aussi bien au sein de la Société que du Groupe, pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires présentés et arrêtés au 30 juin 2016.

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2016

• **Comptes de résultat consolidés au 30 juin 2016, 30 juin 2015 et 31 décembre 2015**

en K€	30-juin-16 (6mois)	30-juin-15 (6mois)	31-déc-15 (12 mois)	Note
Licences	1 122	2 638	4 486	
Maintenance	1 882	1 560	3 440	
Prestations de services	316	167	627	
Ventes tiers	643	52	78	
Chiffre d'affaires	3 963	4 417	8 631	7.1
Subventions	0	0	0	
Achats et variations de stocks	-521	-189	-268	7.3
Charges externes	-1 305	-1 288	-2 623	7.3
Impôts et taxes	-55	-60	-103	
Charges de personnel	-1 561	-1 909	-3 582	7.2
Dotations aux amortissements	-1 607	-1 707	-3 317	7.4
Dotations nettes aux provisions	-39	-11	-14	
Autres produits d'exploitation	410	404	832	7.5
Autres charges d'exploitation	0	-1	0	
Résultat opérationnel courant	-715	-344	-444	
Autres produits opérationnels	-	-	0	
Autres charges opérationnelles	-33	-3	-207	7.5
Résultat opérationnel	-748	-347	-651	
Produits de trésorerie et d'équivalents	3	12	24	
Coût financier Brut	-33	-38	-75	
Coût financier Net	-30	-26	-51	7.6
Autres produits financiers	23	379	499	7.6
Autres charges financières	-133	-37	-55	7.6
Produit d'impôts	459	150	318	7.7
Résultat net des activités poursuivies	-429	119	60	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	-429	119	60	
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	-429	119	60	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	-0,14	0,04	0,02	7.8
Résultat dilué par action	-0,14	0,04	0,02	7.8

• Etats de la situation financière consolidée aux 30 juin 2016 et 31 décembre 2015

En K€	30-juin-16	31-déc-15	Note
Immobilisations incorporelles	6 581	6 641	8.1
Immobilisations corporelles	313	345	8.2
Autres actifs financiers	366	332	8.3
Actifs d'impôts différés	383	263	8.4
ACTIFS NON COURANTS	7 643	7 581	
Créances clients	3 699	4 234	8.5
Autres débiteurs	648	747	8.5
Actifs d'impôts courants	-	-	8.5
Autres actifs fiscaux	1 168	804	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 845	7 957	8.6
ACTIFS COURANTS	13 360	13 742	
TOTAL ACTIFS	21 003	21 323	
Capital	303	303	
Primes	8 500	8 500	
Réserves consolidées	5 307	5 276	
Titres auto détenus	-93	-118	
Résultat net part du Groupe	-429	60	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	13 588	14 021	8.7
Passifs financiers	1 742	1 787	8.8
Provisions non courantes	154	129	8.9
Produits fiscaux différés	1 155	1 188	8.10
Passifs d'impôts différés	-	349	8.10
PASSIFS NON COURANTS	3 051	3 453	
Passifs financiers	155	201	8.8
Provisions courantes	3	-	8.9
Fournisseurs et autres crébiteurs	703	909	8.10
Dettes fiscales et sociales	942	998	8.10
Produits fiscaux différés	578	594	8.10
Produits constatés d'avance	1 983	1 147	8.10
PASSIFS COURANTS	4 364	3 849	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	21 003	21 323	

- Etats du résultat global au 30 juin 2016, 31 décembre 2015 et 30 juin 2015

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15
Résultat Net	-429	119	-37
Ecart de conversion	-11	-31	-63
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-11	-31	-63
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	-440	88	-100

- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2016, 31 décembre 2015 et 30 juin 2015

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 2014	303	8 484	-90	5 446	-102	-6	14 035	0	14 035
Opérations sur capital		16					16		16
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-23					-23	-23
Dividendes									
Résultat Global				119	-31		88		88
Variations de périmètre									
Autres mouvements						19	19		19
Capitaux propres 30 JUIN 2015	303	8 500	-113	5 565	-133	13	14 135	0	14 135
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-5					-5	-5
Dividendes									
Résultat Global				-59	-32		-91		-91
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-18	-18		-18
Capitaux propres 31 DEC 2015	303	8 500	-118	5 506	-165	-5	14 021	0	14 021
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			25					25	25
Dividendes									
Résultat Global				-429	-11		-440		-440
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-18	-18		-18
Capitaux propres 30 JUIN 2016	303	8 500	-93	5 077	-176	-23	13 588	0	13 588

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2016, 31 décembre 2015 et 30 juin 2015**

(En K€)	30-juin-16	31-déc.-15	30-juin-15
Résultat Net consolidé	-429	60	119
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 607	3 317	1 707
Variation des provisions	39	14	11
Plus ou moins valeur de cession			
Autres produits d'exploitation (*)	-410	-782	-403
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>807</i>	<i>2 609</i>	<i>1 434</i>
Coût de l'endettement financier net	30	51	26
Charge d'impôts sur le résultat	-459	-319	-150
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>378</i>	<i>2 341</i>	<i>1 310</i>
Variation actifs	-235	856	1 118
Variation passifs	-941	-590	-718
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>1 176</i>	<i>-266</i>	<i>400</i>
Impôts versés			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	1 554	2 075	1 710
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 515	-2 845	-1 418
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	-59	-9	-9
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	0	805	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 574	-2 049	-1 427
Augmentation (diminution) de capital			13
Augmentation (diminution) des emprunts	-92	-163	-88
Intérêts financiers nets versés			
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	0	0	-
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-92	-163	-75
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-112	-136	208
Trésorerie début de période	7 957	8 093	8 093
Trésorerie fin de période	7 845	7 957	8 301

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche enregistrés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits « legacy », comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Depuis début 2013, le Groupe a développé sa propre technologie d'IP messaging (SmartMS). Cette technologie est très prometteuse car elle offre de très nombreux usages et de multiples possibilités. Elle a permis au groupe de lancer au premier semestre 2014 deux applications de messagerie instantanée (marché grand public et marché entreprise). Le Groupe se positionne donc aussi sur le marché applicatif, notamment entreprise avec la solution Team On The Run, prometteur et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produit actuel et de créer de forts relais de croissance.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, la Russie, l'Argentine et Singapour, StreamWIDE met en place des équipes locales spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la profitabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2016 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 16 septembre 2016.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité semestriel. On peut cependant noter les 2 principaux points suivants :

- *Activité historique stable mais apathique* : le secteur des télécommunications est toujours marqué par un relatif attentisme des opérateurs. Les mouvements de restructuration et les différentes tentatives de rapprochements, observées en France notamment, en sont la preuve. Dans ce contexte incertain, les décisions d'investissements dans les services souffrent toujours d'un certain immobilisme. Cependant, des éléments positifs réapparaissent, notamment en ce qui concerne les acteurs alternatifs, qui ont stratégiquement intérêt et besoin de se différencier en offrant de nouveaux services innovants à leurs abonnés.

- *Investissements et développement de Team On The Run* : les efforts de développement ont été soutenus au premier semestre 2016. La solution offre aujourd'hui de nombreuses fonctionnalités performantes et configurables. La solution se décline également en une version spécifique "Team On Mission", axée sur les caractéristiques MCPTT ("Mission Critical Push To Talk") et conforme à la norme 3GPP, probable alternative forte à la norme TETRA, actuellement utilisée dans le cadre des échanges radios talkie-walkie. Les secteurs "public safety", "utilities" ou encore "transports" offrent ainsi de belles opportunités.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du groupe StreamWIDE arrêtés au 30 juin 2016 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*"International Financial Reporting Standards"*), et à la norme IAS 34 traitant de l'information financière intermédiaire, publié par l'IASB (*"International Accounting Standard Board"*) au 30 juin 2016 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2016

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe n'applique pas les textes n'ayant pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date de clôture de la période présentée.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global.

Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé présente une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2016, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2016 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie - DT).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française.

Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pourachever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotation aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecart d'acquisition

Au 30 juin 2016, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement daucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouvrés, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et des découverts bancaires ponctuels.

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2016, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés, d'instruments de couverture, ni d'instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.9 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2016, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites, entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 2, n'a cours au sein du Groupe.

4.10 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.11 Produit / Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "produit/charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.12 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révise ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		06.2016	12.2015	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.
StreamWIDE TUNISIE Sarl	Rue du lac Constance - imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis la création. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant ses activités d'édition de logiciels applicatifs et de commercialisation en France et en Europe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 99,99%, une action étant détenue directement par un salarié du Groupe. Cette société, totalement exportatrice, participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Pour information, deux sociétés anglaises (StreamWIDE LTD et Bzoo Networks LTD) ont été créées en mai 2013. Ces deux sociétés, détenues à 100% par la Société, n'ont eu aucune activité au cours des exercices antérieurs et aucun flux n'a été constaté sur la période. Leur capital social est de 1€ chacune au 30 juin 2016.

Une filiale singapourienne (StreamWIDE PTE LTD) a également été créée le 19 mai 2016 afin de confirmer la présence du Groupe dans cette zone géographique. Le capital social de cette société, détenue et contrôlée à 100% par la maison mère du Groupe, StreamWIDE SA, est de 100 SGD et aucune transaction significative n'a eu lieu sur la période close au 30 juin 2016. Cette société n'est donc pas consolidée au 30 juin 2016.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Licences	1 122	2 638	4 486	-1 516
Maintenance	1 882	1 560	3 440	322
Prestations de services	316	167	627	149
Ventes Tiers	643	52	78	591
TOTAL CA	3 963	4 417	8 631	-454
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
Produits des activités ordinaires	-	-	-	-

L'évolution du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2016 est présentée et détaillée dans la note 1.2 du rapport d'activité.

L'évolution du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2016 (-0,5 M€) provient principalement de celle négative des revenus de licences (-1,5 M€), compensée en partie par l'augmentation de toutes les autres lignes de revenus (maintenance, services et ventes tierces) à hauteur de 1 M€ en cumulé :

- (i) L'effet de base favorable au premier semestre 2015 concernant les licences devient défavorable au premier semestre 2016. La diminution des revenus de licences est donc plus conjoncturelle que structurelle, et de nouvelles ventes significatives pourraient être constatées au second semestre de l'exercice ;
- (ii) Les revenus de maintenance (1,9 M€) continuent de progresser au premier semestre de l'exercice (+21%) ;
- (iii) Les services progressent de 0,1 M€ sur la période et les ventes tierces (+0,6 M€) enregistrent une vente significative et spécifique de matériels informatiques pour le compte d'un nouveau client européen.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Salaires et traitements	1 150	1 423	2 663	-273
Charges sociales	411	486	919	-75
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	1 561	1 909	3 582	-348
30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation	
Cadres	109	102	113	7
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	109	102	113	7

Au même titre que sur les périodes antérieures, les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2016.

Le montant brut immobilisé au 30 juin 2016 représente 1.398 K€, contre 1.172 K€ au 30 juin 2015 (et 2.428 K€ au 31 décembre 2015). Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes", telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Charges de personnel en résultat	1 561	1 909	3 582	-348
Frais de développement activés	1 398	1 172	2 428	226
TOTAL	2 959	3 081	6 010	-122

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, diminuent donc sur la période de 122 K€. Cette diminution s'explique essentiellement par la diminution du salaire moyen au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015. Seuls les effectifs des sociétés roumaines et tunisiennes ont augmenté sur la période, alors qu'ils ont légèrement diminué (-2 personnes) au sein des sociétés françaises.

Au 30 juin 2016, l'effectif total du Groupe s'élève à 109 personnes, contre 113 fin 2015 et 102 au 30 juin 2015. Les effectifs de R&D, dédiés à la technologie SmartMS™ et au développement de la nouvelle plateforme de transformation digitale et de "Business Process Communication", Team On The Run, ont augmenté sur la période (Roumanie et Tunisie). Cela démontre la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts tout en continuant les efforts et les investissements en R&D entrepris depuis plusieurs années.

7.3 Achats et charges externes

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Achats de marchandises	521	189	268	332
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	521	189	268	332
Achats études et prestations de services	42	41	27	1
Achats non stockés de marchandises	64	53	107	11
Sous traitance	45	89	251	-44
Locations et charges locatives	312	325	544	-13
Entretiens, réparations et maintenance	20	18	38	2
Assurances	44	40	67	4
Commissions et honoraires	296	253	738	43
Publicités, expositions et insertions	141	132	143	9
Transports, déplacements et missions	137	157	289	-20
Affranchissements et télécoms	123	110	210	13
Redevances	40	26	80	14
Autres	41	42	129	-1
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 305	1 288	2 623	17

Les charges externes sont maitrisées et stables sur la période. Les deux principales variations concernent la sous-traitance et les commissions. La sous-traitance n'est pas récurrente et le Groupe limite autant que faire se peut les interventions extérieures. Les montants 2015 concernaient essentiellement des prestations de services au niveau de la filiale roumaine (prestations ponctuelles de développement). Concernant les commissions, ces dernières augmentent suite au mix produit de certains revenus au premier semestre 2016, et aux rémunérations d'intervenants non-salariés du Groupe.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Dotations aux amortissements incorporels <i>dont frais de recherche et développement</i>	1 514	1 615	3 125	-101
Dotations aux amortissements corporels	1 462	1 576	3 038	-114
	93	92	192	1
Dotations aux amortissements	1 607	1 707	3 317	-100
Dotations aux provisions	39	11	14	28
Reprises de provisions	-	-	-	-
Dotations aux provisions	39	11	14	28

Les principales dotations de la période concernent, comme les périodes précédentes, les amortissements pratiqués sur les frais de développement. Ces derniers ont atteint leur niveau normatif et représentent 1.462 K€ au 30 juin 2016 contre 1.576 K€ au premier semestre 2015, soit une légère diminution de 114 K€.

Les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées toute au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre depuis quelques semestres. Par ailleurs, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2016 est de 6.332 K€ (confère note 8.1 – Immobilisations incorporelles). Cette valeur est couverte par moins de deux années de revenus de maintenance. La position du Groupe est donc conservatrice et n'implique pas, globalement, de risque significatif concernant la valeur des actifs concernés.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (39 K€) correspondent principalement à des pertes de valeur complémentaires constatées sur des créances client non recouvrées à date.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (410 K€ au 30 juin 2016) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote-part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements incorporels liés aux frais de développement étant stables sur la période, les reprises de crédits d'impôt recherche en résultat le sont également.

Les autres charges opérationnelles (33 K€ au 30 juin 2016) ne sont pas significatives, à la différence des périodes précédentes où certains coûts salariaux spécifiques de sortie étaient isolés sous cette rubrique.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Produits sur placements de trésorerie	3	12	24	-9
Coût financier brut	-33	-38	-75	5
Coût financier net (produits nets)	-30	-26	-51	-4
Gains de change	23	379	499	-356
Pertes de change	-133	-37	-55	-96
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-	-
TOTAL IMPACT FINANCIER	-140	316	393	-456

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau sur la période s'explique par des taux de rémunérations quasi nuls.

Le coût financier brut correspond aux intérêts financiers générés par l'emprunt bancaire HSBC, souscrit en février 2012, et par l'emprunt obligataire émis en juillet 2013. Le capital restant dû sur l'emprunt HSBC diminuant avec le temps, les intérêts sont également en légère diminution.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change €/USD depuis le second semestre 2015 n'étant plus aussi favorable que précédemment, les résultats de change sont en nette diminution par rapport aux clôtures précédentes (- 0,5 M€ par rapport aux clôtures 2015). Au 30 juin 2016, le Groupe n'utilise toujours pas d'instrument de couverture, dans la mesure où les flux entrants en dollars américains couvrent tout ou partie des flux sortants sur la période.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD Américain, CNY Chinois, RON Roumain et TND Tunisien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont aujourd'hui plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine). Le surplus de trésorerie en dollar est conservé, en dollars, au niveau de la société mère.

Le Groupe n'a pas encore mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que l'impact de change pourrait être potentiellement important, des instruments de couverture simples, du type change à terme, pourraient être souscrits par le Groupe pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Produit d'impôts

Le produit d'impôts est de 459 K€ au 30 juin 2016 (contre 150 K€ au 30 juin 2015) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Impôts exigibles	-16	-10	-119	-6
Impôts différés	475	160	437	315
Total produit d'impôts	459	150	318	309

Les impôts exigibles ne sont pas significatifs au 30 juin 2016. Ils sont représentés par des retenues à la source que le Groupe ne peut pas récupérer (8 K€) et par l'impôt sociétés constaté au niveau de la filiale roumaine (6 K€) et de la filiale chinoise (2 K€).

Les variations et impacts liés aux impôts différés (produit de 475 K€) sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". Le principal produit fiscal différé provient de l'activation des reports déficitaires de période au niveau des sociétés françaises. Le retraitement "net" des frais de développement génère quant à lui un impôt différé actif peu significatif de 21 K€, car les montants bruts activés (1.398 K€) sont proches des amortissements constatés (1.462 K€).

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 30 juin 2016 :

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15
Résultat opérationnel	-748	-347	-651
Coût de l'endettement financier net	-30	-26	-51
Autres produits et charges financiers	-110	342	444
Résultat avant impôts	-888	-31	-258
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	-296	-10	-86
Impôt courant	16	10	119
Impôt différé	-475	-160	-437
Impôt réel	-459	-150	-318
Taux d'impôt réel	51,69%	na	123,26%
Ecart sur impôt	-163	-140	-232
<hr/>			
<i>Détail</i>			
Déficits imputés dans l'exercice	-	-	-
Déficits créés dans l'exercice	-	-8	-
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	6	2	113
Différences permanentes et autres éléments	-169	-134	-345
	-163	-140	-232

Le principal écart entre impôt théorique et impôt réel provient des reprises du crédit d'impôt recherche (base 410 K€ au 30 juin 2016), qui génère un produit non fiscalisé (impact de 137 K€), inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments". Les autres différences ne sont pas significatives au 30 juin 2016.

Au 30 juin 2016, le report déficitaire propre à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.455 K€. Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont, quant à eux, de 5.547 K€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 7.002 K€ au 30 juin 2016. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 616 K€ au 30 juin 2016 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2015	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				3 024 210
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				3 024 210
Au 30 juin 2016	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2015		15 667	3 025 390	504 280
31.01.2016		292	3 025 682	504 337
29.02.2016		341	3 026 023	504 337
31.03.2016		0	3 026 023	504 302
30.04.2016		-209	3 025 814	504 119
31.05.2016		-1 100	3 024 714	503 943
30.06.2016	2	-1 060	3 023 656	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				3 025 319
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				3 025 319

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, 2.002.500 BSA 2 et 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle).

Au cours du premier semestre 2016, 30.000 BSA 2 sont devenus caducs suite au départ de salariés bénéficiaires et 45 BSA 1 ont été exercés. Au 30 juin 2016, 5.281.361 BSA sont donc encore exerçables, représentant potentiellement 352.090 actions nouvelles si tous les BSA venaient à être exercés.

Les résultats de base et dilué par action sont les suivants aux 30 juin 2016, 30 juin 2015 et 31 décembre 2015 :

En K€	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variation
Résultat Net Part du Groupe	-429	119	60	-548
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	-429	119	60	-548
Nombre moyen pondéré d'actions	3 025 319	3 022 696	3 024 210	2 623
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	-	-
Nombre moyen dilué d'actions	3 025 319	3 378 788	3 024 210	-353 469
Résultat de base par action (en €)	-0,14	0,04	0,02	-0,18
Résultat dilué par action (en €)	-0,14	0,04	0,02	-0,18

Le prix d'exercice des BSA étant hors marché depuis fin 2015, les 352.090 actions nouvelles potentielles ne sont pas considérées comme dilutives au 30 juin 2016, alors qu'elles l'étaient au 30 juin 2015.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-15	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-16
Frais de développement	18 491	1 398		19 889
Concessions, brevets et licences	600	54		654
Autres immobilisations incorporelles	17	1		18
Valeurs brutes	19 108	1 453	0	20 561
Frais de développement	-12 095	-1 462		-13 557
Concessions, brevets et licences	-359	-48		-407
Autres immobilisations incorporelles	-13	-3		-16
Amortissements	-12 467	-1 513	0	-13 980
Valeurs nettes	6 641	-96	0	6 581

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre 2016 sont de 1.398 K€ contre 1.172 K€ au premier semestre 2015 et 2.499 K€ en 2015. La progression sur la période s'explique principalement par une augmentation des heures consacrées aux développements, suite notamment à l'augmentation des effectifs en Tunisie et en Roumanie (10 personnes supplémentaires en équivalent temps plein).

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-16	31-déc-15	30-juin-15	Variation
Frais de développement activés	1 398	2 499	1 172	-1 101
Amortissements de la période	-1 462	-3 038	-1 576	1 576
Frais de développement cumulés	19 889	18 491	17 164	1 398
Amortissements cumulés	-13 557	-12 095	-10 633	-1 462
Valeur nette	6 332	6 396	6 531	-100

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ils restent quasi stables sur la période et ne devraient pas augmenter de façon significative dans les prochains mois, représentant un montant annuel d'environ 3 M€.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-15	Acquisitions	Cessions	30-juin-16
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1 740	36		1 776
Valeurs brutes	1 786	36	0	1 822
Installations techniques	-28	-2		-30
Installations générales, matériel, bureau	-1 413	-66		-1 479
Amortissements	-1 441	-68	0	-1 509
Valeurs nettes	345	-32	0	313

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions d'installations techniques notamment expliquent les variations constatées sur la période.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-15	Acquisitions	Cessions	30-juin-16
Dépôts de garantie	282		1	281
Autres actifs financiers non courants	50	35		85
Valeurs brutes	332	35	1	366
Amortissements / provisions	-			-
Valeurs nettes	332	35	1	366

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (50 K€ au 31 décembre 2015 et 85 K€ au 30 juin 2016), suite aux mouvements nets intervenus au cours du premier semestre 2016.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures consolidation	Total
Valeur nette au 30 juin 2015	1 843	109	-2 177	-145	-370
Valeur nette au 31 déc. 2015	2 085	163	-2 132	-202	-86
Variations Actif	432	-2	21	13	
Variations Passif					
Ecart sur taux	5				
Valeur nette au 30 juin 2016	2 522	161	-2 111	-189	383
<i>Impôts différés actifs</i>					383
<i>Impôts différés passifs</i>					-

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.522 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2016 :

- sur déficits fiscaux français : 2.334 K€ (1.840 K€ au 31 décembre 2015)
- sur déficits fiscaux américains : 188 K€ (245 K€ au 31 décembre 2015)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux positifs depuis 2013. Au 30 juin 2016, le résultat fiscal est positif. Le niveau des revenus générés et la maîtrise des coûts futurs rendent très probable l'imputation de bénéfices fiscaux futurs sur les reports déficitaires restant au 30 juin 2016 (solde de 616 K€). Les impôts différés actifs sous-jacents (188 K€ contre 245 K€ au 31 décembre 2015) sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière semestrielle et leur variation constatée en résultat de période.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère dispose de 1.455 K€ de reports déficitaires propres au 30 juin 2015, représentant 485 K€ d'*actifs d'impôts différés*, sans modification par rapport aux exercices antérieurs ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 5.547 K€ de reports déficitaires (dont 258 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 1.849 K€ d'*actifs d'impôts différés* (dont 86 K€ provenant de StreamWIDE France) ;
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charge dans les comptes sociaux s'établit à 6.332 K€ au 30 juin 2016, générant un montant d'*impôts différés passifs* de 2.111 K€ ;
- les *impôts différés actifs* issus des décalages temporaires s'élèvent à 161 K€ et les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 189 K€ d'*impôts différés passifs*.

La position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé actif net de 195 K€.

8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-16	31-déc-15	Variation
Créances clients	3 699	4 235	-536
Autres débiteurs	648	747	-99
Autres actifs fiscaux	1 168	804	364
Total Net	5 515	5 786	-271

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 30 juin 2016 et 31 décembre 2015 :

En K€	31-déc-15	Augmentation	Diminution	30-juin-16
Créances clients brutes	4 425	0	-500	3 925
<i>dont Factures A Etablir</i>	2 677	-	-336	2 341
Pertes de valeur	-190	-36	-	-226
Créances clients nettes	4 235	-36	-500	3 699

La diminution du poste client provient essentiellement de celle constatée au niveau des revenus au premier semestre 2016. Par ailleurs, de par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives (montant global de 2.341 K€ au 30 juin 2016) peuvent être constatées en clôture. Ce montant est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Cependant, le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 92% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Les encassemens significatifs enregistrés pendant l'été 2016 confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé par le Groupe.

Balance Agée au 31 décembre 2015

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 221	2 853	347	1 021	
<i>dont FAE</i>	2 677	2 677			
Créances douteuses brutes	204				204
Pertes de valeur	-190				-190
Créances clients nettes	4 235	2 853	347	1 021	14
		67%	8%	24%	0%

Balance Agée au 30 juin 2016

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	3 679	2 825	591	263	
<i>dont FAE</i>	2 341	2 341			
Créances douteuses brutes	246				246
Pertes de valeur	-226				-226
Créances clients nettes	3 699	2 825	591	263	20
		76%	16%	7%	1%

Les seules créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (246 K€) correspondent à d'anciens clients parfaitement identifiés (6 clients représentant 86% des créances douteuses). Ces créances sont provisionnées à 100%.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 365 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 229 K€. Le solde est principalement composé d'avances versées à certains fournisseurs dans le cadre de contrats et commandes spécifiques (31 K€).

Autres actifs fiscaux

Les "autres actifs fiscaux" sont principalement composés des crédits d'impôt recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2016, ce solde CIR est de 1.131 K€ et comprend (i) un montant de 770 K€ au titre du CIR 2015 dont le remboursement anticipé n'a pas encore été effectué au 30 juin 2016 et (ii) un montant de 361 K€ comptabilisé au titre du CIR du premier semestre 2016. A noter également le crédit d'impôt mécénat pour 27 K€.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2015

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	4 235	4 235		4 235	
Autres débiteurs	747	747		747	
Autres actifs fiscaux	804	804		804	
Equivalent de trésorerie	3 800	3 800	3 800		
Trésorerie	4 157	4 157	4 157		
Total créances nettes	13 743	13 743	7 957	5 786	-

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2016

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	3 699	3 699		3 699	
Autres débiteurs	648	648		648	
Autres actifs fiscaux	1 168	1 168		1 168	
Equivalent de trésorerie	3 600	3 600	3 600		
Trésorerie	4 245	4 245	4 245		
Total créances nettes	13 360	13 360	7 845	5 515	-

Au cours du premier semestre 2016, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 2.257 K€, soit près de 57% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe (contre 45% du chiffre d'affaires annuel en 2015 et 53% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-16	31-déc-15	30-juin-15	Variation
Placements à terme	3 600	3 800	3 500	-200
Comptes courants bancaires	4 245	4 157	4 801	88
Total	7 845	7 957	8 301	-112

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme et/ou rémunérés, souscrits dans deux établissements bancaires (Société Générale et HSBC, pour respectivement 800 K€ et 2.800 K€). Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 7.845 K€ au 30 juin 2016, en diminution de 112 K€ par rapport à la clôture annuelle 2015. Cette évolution s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs de 1.554 K€, en diminution de 156 K€ par rapport au premier semestre 2015. Cette diminution s'explique principalement par celle du résultat semestriel 2016 (- 548 K€ par rapport au 30 juin 2015), compensée par une augmentation du BFR de 776 K€ ;*
- (ii) *des flux nets d'investissements à hauteur de 1.574 K€, liés principalement aux investissements en R&D récurrents (mais légèrement supérieurs au premier semestre 2016 à ce qu'ils étaient au premier semestre 2015). Pour mémoire, le remboursement de la créance annuelle de crédit d'impôt recherche intervenant toujours au second semestre de l'exercice, elle n'impacte pas les flux d'investissements du premier semestre ;*
- (iii) *des flux nets de financement négatifs de 92 K€ (contre -75 K€ au premier semestre 2015), correspondant principalement aux remboursements de période de l'emprunt bancaire de 0,9 M€ souscrit en février 2012 auprès de HSBC (durée de 5 ans et taux fixe de 3,5% annuel), et de l'emprunt obligataire émis en juillet 2013 auprès du GIAC (durée de 9 ans et taux variable Euribor 3 mois + 3,05%).*

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2016, des comptes à terme à rendement garanti sont utilisés à hauteur de 3.600 K€. Le Groupe dispose également d'un compte courant rémunéré, dont le solde n'est pas significatif au 30 juin 2016.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-16	31-déc-15	Variation
Capital social	303	303	0
Prime d'émission	8 500	8 500	0
Réserves consolidées	5 307	5 276	31
Titres auto détenus	-93	-118	25
Résultat net part du Groupe	-429	60	-489
Total	13 588	14 021	-433

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 3.029.759 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. 2 Actions nouvelles ont été émises en juin 2016 suite à l'exercice de 30 BSA 1.

La prime d'émission (8.500 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). Lors de l'attribution et de la souscription des BSA en juin 2015, une prime supplémentaire de 16 K€ a également été enregistrée.

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (27 K€) aux résultats non distribués (4.851 K€), le montant obtenu (4.878 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (5.077 K€), "gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres" (-176 K€) et "autres mouvements" (-23 K€).

Les montants en "*Titres auto-détenus*" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et opérée par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013.

Au 30 juin 2016, le contrat est investi à hauteur de 13.931 actions de la société contre 15.667 au 31 décembre 2015, et présente un solde de liquidité de 93 K€ contre 118 K€ au 31 décembre 2015. Au cours du premier semestre 2016, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 1.411 (au cours moyen de 5,63 €), et le nombre d'actions cédées à 3.147 (au cours moyen de 7,55 € pour un prix de revient moyen de 10,58 €). La moins-value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 9 K€.

Titres autodétenus

	31-déc-15	Acquisitions	Cessions	30-juin-16
En nombre d'actions	15 667	1 411	-3 147	13 931
En montants (€uro)	117 948	7 939	-33 292	92 595

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-16	31-déc-15	Variations
Emprunts bancaires	1 743	1 787	-44
Total	1 743	1 787	-44
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-16	31-déc-15	Variations
Emprunts bancaires	155	201	-46
Total	155	201	-46

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement de 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%.

Au 30 juin 2016, le solde de l'emprunt bancaire (intérêts et capital restant dû) est de 145 K€. le remboursement total de l'emprunt intervenant en février 2017, l'ensemble de la dette est conservé en passif courant (échéance inférieure à 12 mois) au 30 juin 2016.

Le solde de l'emprunt obligataire est quant à lui de 1.743 K€ après imputation des frais d'émission. Le premier remboursement trimestriel (90 K€) intervenant au troisième trimestre 2017, l'ensemble de la dette est conservé en passif non courant (échéance supérieure à 12 mois) au 30 juin 2016.

Ces deux dettes financières sont assorties des mêmes ratios financiers, qui se résument comme suit (confère note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe. Pour information, au 30 juin 2016, ils sont tous respectés, en tenant compte d'une capacité d'autofinancement retraitée sur 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2016.

Risque de taux

Les dettes financières du Groupe supportent un taux fixe (emprunt bancaire au taux annuel de 3,5%), sans risque de taux sous-jacent, et un taux variable (emprunt obligataire au taux annuel Euribor 3 mois + 3,05%).

Au premier semestre 2016, le taux moyen Euribor 3 mois (moyenne des taux mensuels) ressort à -0,22%. Les variations constatées (taux le plus haut, taux le plus bas) ne sont pas significatives et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliquée à l'emprunt obligataire généreraient des charges financières annuelles supplémentaires de 18 K€.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-16	31-déc-15	Variations
Avantages du personnel	154	129	25
Total Provisions	154	129	25
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-16	31-déc-15	Variations
Litiges	3	-	3
Total Provisions	3	0	3

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2015	129	0
Dotations	25	3
Utilisations		
Reprises sans objet		
Au 30 juin 2016	154	3

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 3 K€ relative aux crédits d'impôt mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière qui devraient être versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec).

Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

(en K€)	30-juin-16	31-déc-15
Taux d'actualisation	1,08%	2,28%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2016, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2014).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2015	129
Coûts des services rendus	8
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	15
Au 30 juin 2016	154

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2016 s'élève donc à 25 K€ (essentiellement sous l'impact de l'actualisation, le taux retenu passant de 2,28% à 1,08%). Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre programme de cette nature n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2016.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	30-juin-16	31-déc-15	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 155	1 188	-33
Produits fiscaux différés courants	578	594	-16
Passifs d'impôts différés	-	349	-349
Fournisseurs et autres créiteurs	703	909	-206
Dettes sociales	586	505	81
Dettes fiscales	356	493	-137
Produits constatés d'avance	1 983	1 147	836
Total autres passifs	5 361	5 185	176

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créiteurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés, courants et non courants, correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés et repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés (frais de développement). La règle d'amortissement retenue par le Groupe est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2015, le solde de 1.782 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2013 : 206 K€
- au titre de l'exercice 2014 : 805 K€
- au titre de l'exercice 2015 : 771 K€

Au premier semestre 2016, une reprise de CIR à hauteur de 410 K€ (confère note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles") a été enregistrée en contrepartie des amortissements constatés. Cette reprise solde donc le CIR au titre de 2013 et diminue le solde au titre de 2014 de 204 K€.

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 30 juin 2016 est de 1.733 K€ et correspond donc aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2014 : 601 K€
- au titre de l'exercice 2015 : 771 K€
- au titre du premier semestre 2016 : 361 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2013 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de celui de 2014, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont nuls au 30 juin 2016 dans la mesure où la position fiscale nette des sociétés françaises intégrées fiscalement est maintenant une créance d'impôts différés (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

Les fournisseurs et autres créditeurs diminuent légèrement au 30 juin 2016 par rapport au premier semestre 2015, sans que cela n'appelle de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2016, et ont été réglées en juillet 2016. Leur variation s'explique essentiellement par celle des effectifs constatés au cours du second trimestre 2016.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA, notamment relatives aux écritures intragroupes entre les entités françaises. Ces écritures génèrent des dettes de TVA qui restent dues par chaque entité. Des soldes importants de TVA déductibles intragroupes sont également constatées en corolaire dans les créances fiscales (confère note 8.5 "Actifs courants").

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes. Au 30 juin 2016, comme lors de précédentes clôtures semestrielles, les produits constatés d'avance sont essentiellement composés de maintenances, facturées annuellement et donc extournées en partie à la clôture semestrielle de l'exercice. De facto, cet effet n'existe pas en clôture annuelle, ce qui explique la variation importante du poste par rapport au 31 décembre 2015.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2016 et 31 décembre 2015 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2015

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créditeurs	909	909		909	
Dettes fiscales et sociales	998	998		998	
Produits différés CT/MT	3 278	3 278		3 278	
Total	5 185	5 185	-	5 185	-

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2016

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créateurs	703	703		703	
Dettes fiscales et sociales	942	942		942	
Produits différés CT/MT	3 716	3 716		3 716	
Total	5 361	5 361	-	5 361	-

A noter que les produits différés inscrits en passifs courants et non courants (produits fiscaux différés, passifs d'impôts différés et produits constatés d'avance) sont avant tout des écritures de régularisation. Aussi, ils n'ont pas le caractère de dettes exigibles, comme peuvent le revêtir les dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes fiscales et sociales).

Au 30 juin 2016, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir sans risque le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutée à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier. Même si le Groupe essaie depuis quelques mois de se repositionner sur le secteur des applications et plateformes professionnelles à destination des entreprises (Team On The Run), les revenus liés à cette activité sont non significatifs à date. A l'avenir, lorsque l'activité et les revenus liés à Team On The Run et à ses différentes déclinaisons seront devenus significatifs, le Groupe présentera probablement 2 secteurs d'activité distincts, bien que les règles et la nature des revenus restent identiques. Différents modes de commercialisation pourraient cependant coexister, élément qui justifierait à terme une présentation sectorielle détaillée.

En conséquence, au 30 juin 2016, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2015 et 2014, ainsi qu'à l'exercice 2014 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-16	30-juin-15	31-déc-15	Variations
CA France	686	780	1 679	-94
CA Export	3 277	3 637	6 952	-360
dont Europe	1 779	1 726	2 956	53
dont Amériques	1 256	1 342	2 704	-86
dont Afrique	74	341	517	-267
dont Moyen Orient	62	83	307	-21
dont Russie	1	8	9	-7
dont Asie - Pacifique	105	137	459	-32
TOTAL CA	3 963	4 417	8 631	-454

Le chiffre d'affaires "France" diminue sur la période de 94 K€, montant peu significatif dans un marché mature et attentiste.

Le chiffre d'affaires "Export" augmente quant à lui de 360 K€. Les principaux commentaires pouvant être faits sont les suivants :

- (i) *Europe et Amérique* : un nouveau marché européen a été gagné au cours de l'année 2015 et de nouvelles commandes au premier semestre 2016 ont été réalisées par ce même nouveau client, permettant ainsi aux revenus de la zone de rester stables. La zone "Amérique" bénéficie, elle aussi, du même phénomène avec des commandes régulières d'un ancien client opérateur de réseau mobile virtuel ("mvno"), dont les

volumes traités continuent à progresser en 2016, impliquant là encore de nouvelles commandes de licences, comme en 2015, ce qui augmente de facto les bases de maintenance future.

- (ii) *Afrique* : le premier semestre 2015 avait été marqué par une vente importante de licence pour un client d'Afrique du Nord. Ces ventes n'étant pas, par nature, récurrentes, l'effet de base est défavorable au premier semestre 2016, période où aucune vente significative de licences n'a pu être conclue.

Les autres variations, notamment dans les zones Russie et Asie Pacifique, sont seulement dues à des effets conjoncturels, sans que des événements particuliers ne les sous-tendent.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2016, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, d'une durée de 5 ans et au taux fixe annuel de 3,5%. Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable de Euribor 3 mois + 3,05%, entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit de la banque HSBC et du GIAC en garantie de ces emprunts. Ces derniers sont également assortis des mêmes clauses et ratios financiers (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Pour information, ces ratios sont tous respectés au 30 juin 2016, en retraitant la capacité d'autofinancement avant impôts société sur une période de 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2016.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Béglion (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2016 (détention cumulée de 63,8% du capital social et de 74,9% des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garanties de bonne fin et de paiement. Ces cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité, sont les suivantes :

- (i) 15 K€, 22 K€, et 60 KTND (soit 24,6 K€ en équivalent euros au 30 juin 2016) ;
- (ii) 246 KEGP (soit 24,6 K€ en équivalent euros au 30 juin 2016).

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et ses filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement), et effectués par les filiales, sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants uniquement mandataires sociaux est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre du premier semestre 2016 s'élève à 208.828 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 151.526 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 57.302 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre du premier semestre 2015, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 230.616 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 119.535 €, et de la société américaine pour 111.081 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Un contrôle CIR a été initié par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MENESR), portant sur l'éligibilité des projets et dépenses déclarés au titre du CIR 2014. L'ensemble de la documentation et des éléments justificatifs a été transmis au MENESR avant l'été 2016. Un premier rapport défavorable (2 projets sur 3 ont été considérés comme non éligibles) a été transmis au Groupe en date du 12 août 2016. Cependant, le Groupe a fait valoir rapidement son droit à une contre-expertise, contestant aussi bien sur le fond que sur la forme les conclusions de l'expertise. La Division du Contentieux du pôle fiscal Paris centre et services spécialisés a accusé réception de cette contestation et n'a transmis, à date, aucune notification de rehaussement quelconque. En l'absence de toute notification fiscale, le Groupe n'a donc pas constaté d'écriture spécifique et a respecté, dans les comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2016, la permanence des règles et méthodes comptables appliquées antérieurement.

Aucun autre évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2016.